

que C. Woll croisât son estimation basse des conséquences budgétaires avec une mesure plus large de l'impact d'une crise financière sur l'activité économique d'un pays, et par conséquent sur les rentrées fiscales et les dépenses sociales de l'État. Ainsi, l'évolution de 2007 à 2012 du rapport entre dette et PIB permet d'apprécier les effets de la crise financière sur les finances publiques, et pas uniquement les coûts budgétaires nets des mesures d'assistance aux banques. À l'aune du ratio dette/PIB, les situations apparaissent moins bonnes, notamment en France — l'un des deux cas sur lesquels C. Woll fonde pourtant son argument.

D'autre part, on peut douter de la pertinence de la notion d'« inaction ». Sans doute, la coordination des membres d'un groupe, ainsi que leur degré d'homogénéité, forment sa cohésion, qui détermine à son tour les actions collectives que peuvent entreprendre les agents. Cependant, l'inaction et l'absence de coopération ne sont pas synonymes. Les conditions ne sont pas toujours réunies pour que les financiers s'entendent entre eux et ils peuvent ne pas vouloir collaborer avec les autorités publiques. Pour elles et leurs mandants (citoyens ou contribuables), ces deux situations ne se valent pas : c'est seulement en se prémunissant contre le refus des institutions financières de collaborer avec les pouvoirs publics que ces derniers affaibliront le pouvoir d'organisations qui, sinon, abusent systématiquement de leurs positions cruciales dans les économies capitalistes.

Référence

Banque Centrale Européenne, 2015. *L'impact budgétaire du soutien au secteur financier au cours de la crise*. *Bulletin économique* 6, 82–96.

Olson, M., 1965. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Harvard University Press, Cambridge.

Paul Lagneau Ymonet

Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO), UMR 7170 CNRS et Université Paris-Dauphine, Paris Sciences et Lettres, Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75775 Paris cedex 16, France

Adresse e-mail : paul.lagneau-ymonet@dauphine.fr

Disponible sur Internet le 26 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.007>

Énergie et transformations sociales. Enquêtes sur les interfaces énergétiques, J. Cihuelo, A. Jobert, C. Grandclément (Eds.). Lavoisier, Paris (2015). 260 pp.

Pour les chercheurs en sciences sociales, l'énergie constitue un objet d'études en pleine expansion, du fait notamment d'une actualité très porteuse (transition énergétique, libéralisation des marchés, diplomatie internationale sur le climat). La production académique en témoigne, tant en France qu'à l'étranger, où, en l'espace d'une décennie, colloques, séminaires, conférences, publications se sont largement emparés du sujet. Le livre coordonné par Jérôme Cihuelo, Arthur Jobert et Catherine Grandclément, premier d'une collection à venir (« Socio-économie de l'énergie »), pourrait, ce faisant, susciter une certaine appréhension : celle d'ajouter un peu plus de confusion dans un paysage académique déjà bien rempli. Ouvrage collectif, il pourrait présenter les mêmes défauts que beaucoup de publications de ce type, collections de contributions souvent peu pensées et peu articulées. Ouvrage « maison » intégralement rédigé par une équipe de chercheurs « embarqués » (le GRETS, Groupe de recherche énergie, technologie et société, qui travaille au sein du département R&D d'EDF), il pourrait faire craindre de se cantonner à accumuler des

études de cas répondant surtout à une logique de « commandes » internes, sans vraie ambition académique.

Ces deux écueils, les co-auteurs parviennent à les éviter en nous proposant un livre très bien conçu et rédigé, qui apporte une contribution stimulante des sciences sociales aux débats actuels sur l'énergie. L'ouvrage est organisé en trois parties, qui correspondent à autant d'enjeux majeurs de la transformation des relations entre énergie et société : la question des innovations technologiques et de leur appropriation (autour de la figure de l'usager), la généralisation d'une relation de service (autour de la figure du client), la « mise en société » des questions d'énergie (autour de la figure du citoyen). Il ne s'agit pas ici de résumer l'ensemble des contributions, tant elles sont denses et portent sur des sujets variés, avec parfois leur propre problématique intellectuelle.

En s'emparant d'objets nouveaux, conçus pour accompagner la transition énergétique (les bâtiments économes en énergie, les compteurs et réseaux intelligents, les véhicules électriques), la première partie de l'ouvrage permet d'éclairer la question des interactions entre technologies et usages. On y voit des usagers toujours très présents dans le déploiement des innovations, même si, dans certains cas, leur activité invisible — car informelle — d'appropriation conforte de manière paradoxale la vision de consommateurs passifs que peuvent avoir d'eux les concepteurs des technologies (Caroline Escoffier, Catherine Grandclément, Pierre Scolan). On mesure l'importance des chaînes d'acteurs (Isabelle Garabuau-Moussaoui), des formes d'organisations (Magali Pierre), des intermédiaires (Véronique Beillan) qui structurent le déploiement des innovations, en privilégiant certains types de publics, en influençant les usages, en contribuant à la performance de certains équipements.

La deuxième partie s'attache à saisir la pénétration d'une nouvelle figure contemporaine des transformations du secteur énergétique, celle du client, à la fois dans les cas ordinaires de la relation de service et dans la gestion de situations de pauvreté et de précarité. Elle articule deux niveaux de réflexion. Une réflexion à caractère théorique tout d'abord (Jérôme Cihuelo) propose, à travers une modélisation triangulaire, d'accorder une plus grande attention aux formes organisationnelles qui structurent la relation de service, quelque peu à rebours d'une sociologie de type interactionniste. Cette réflexion est bien illustrée par une contribution portant sur le traitement par EDF des clients en situation précaire, qui montre l'émergence de normes d'action collectives internes participant, selon les auteurs, de la performance des dispositifs (Cécile Caron, Mathieu Durand-Daubin). Elle est prolongée par une focale d'analyse plus large, qui sort de l'organisation pour s'intéresser aux formes de partenariats et de coopération qui se nouent entre les différents acteurs des dispositifs de traitement de la précarité énergétique (Élodie Merle).

La troisième partie opère un nouvel élargissement. Il s'agit, cette fois, de s'intéresser à la « mise en société » des questions énergétiques, à travers la délibération collective (les débats sur l'énergie, Mathieu Brugidou, Arthur Jobert), la gestion des controverses (cas du projet Superphénix, Claire Le Renard) et l'analyse de la « fabrique » de l'opinion publique (Béatrice Hammer, Ferenc Fodor). Ces champs de recherche, qui ont été très investis dès l'origine du GRETS, trouvent matière à réflexion dans l'actualité récente. Le livre propose, de ce point de vue, des clés de lecture multiples et instructives (science politique, sociologie des controverses, sémiotique, linguistique) pour décrypter ce qui se joue dans l'émergence de ces nouvelles formes de relations entre énergie et société.

La lecture de cet *opus* dense et riche appelle deux remarques, de nature plus critique. La première est que l'ouvrage manque peut-être d'une « thèse forte » ou, à défaut, de quelques constats agrégés susceptibles de nous proposer des pistes de réflexion sur l'évolution des rapports entre énergie et transformations sociales. Certes, la conclusion s'emploie avec soin à revenir sur

les enseignements que nous apportent les différents chapitres. Jérôme Cihuelo et Arthur Jobert y développent, avec un réel souci de pédagogie, la notion de « situations d'interface » pour rendre compte de la multiplication des points de contact entre l'énergie et la société. Si cette notion constitue un « ciment » théorique ingénieux liant les différents chapitres, elle reste somme toute assez descriptive et n'embrasse malheureusement pas sur la formulation de quelques hypothèses générales. Le lecteur aimerait savoir si, finalement, cette multiplication de « situations d'interface » participe d'une gestion plus ouverte et pluraliste des questions d'énergie sur les trois volets traités que sont les innovations technologiques (les usagers sont-ils finalement davantage entendus ?), la relation de services (quel statut les clients ont-ils réellement au sein de l'entreprise ?) ou les mises en débat de l'énergie (les nouvelles arènes de délibération ont-elles une influence sur les choix stratégiques ?). Certes, l'exercice est difficile voire périlleux, les évolutions étant complexes et parfois contradictoires. Mais quelques pistes de réflexion auraient pu être néanmoins esquissées.

La seconde remarque exprime plutôt un regret : celui de ne pas voir suffisamment apparaître EDF comme l'un des lieux de gouvernement de ces « situations d'interface ». Comment est gérée, au sein de l'entreprise, la prolifération des scènes d'interaction dont l'ouvrage s'est fait l'écho ? À quelles formes d'arbitrage donne-t-elle lieu ? Quels déplacements entraîne-t-elle dans les rapports de force internes ou dans les représentations professionnelles ? Que nous disent finalement ces transformations sur ce qu'est le groupe EDF aujourd'hui, dans son mode de gouvernement et dans sa culture d'entreprise ? Ici encore, quelques pistes de réflexion seraient utiles aux chercheurs et aux citoyens, mais aussi aux dirigeants de l'entreprise.

Malgré ces deux remarques, l'ouvrage mérite d'être lu car il représente une tentative, réussie de notre point de vue, d'articuler des champs et des disciplines souvent convoqués de manière disjointe.

François-Mathieu Poupeau

Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS), UMR 8134 CNRS, École des Ponts ParisTech et Université Paris-Est Marne-la-Vallée, 6-8, avenue Blaise-Pascal, Cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77455 Marne-la-Vallée, France

Adresse e-mail : fm.poupeau@enpc.fr

Disponible sur Internet le 7 avril 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.03.012>

Sociologie politique de la santé, H. Bergeron, P. Castel. Presses universitaires de France, Paris (2015). 480 pp.

Sociologie politique de la santé se présente comme un manuel de sociologie *politique* de la santé dans lequel Henri Bergeron et Patrick Castel étudient les dimensions politiques des transformations contemporaines de la santé et de la médecine, et la façon dont ces transformations donnent à voir une reconfiguration plus large des rapports entre l'État, les citoyens et les professionnels de santé. Les auteurs se sont lancés dans une entreprise ambitieuse : proposer une revue de littérature raisonnée sur les travaux de sociologie et de sciences politiques pour tracer les dimensions politiques des questions de santé de manière relativement nouvelle en France.

Comment les différents systèmes de santé ont-ils évolué depuis leur création ? Comment expliquer le statut et les protections de la profession médicale ? Dans quelle mesure l'individualisation et la responsabilisation des individus constituent-elles l'un des traits caractéristiques majeurs des politiques de santé contemporaines ? Les auteurs assument un parti pris concernant la sélection